



Photos : Iq

De g. à d. et de h. en b. : alors qu'il était consultant à Damas, Rami Alattar a dû fuir la capitale syrienne pendant la guerre, avant d'entamer un long périple qui l'aura entre autres amené à traverser la Méditerranée, puis à se cacher dans la forêt hongroise avant de pouvoir franchir le mur de Viktor Orban, pour enfin arriver dans un camping du Grand-Duché.

# «J'ai fui le cauchemar de la Syrie»

Le Quotidien avait évoqué en 2015 le périple d'un réfugié de guerre syrien, Rami Alattar, qui avait fini par arriver au Luxembourg, avant d'y faire une demande d'asile. Il est aujourd'hui à la tête d'une entreprise.

**Il avait fui la guerre et la persécution dont il était victime dans son pays : retour sur ce qui s'apparente à un véritable parcours du combattant.**

De notre journaliste Claude Damiani

Le Quotidien avait rencontré Rami Alattar, 33 ans, en septembre 2015. Lorsqu'il avait bien voulu raconter son histoire, il logeait encore dans un chalet du camping de Bourcheid (voir 4<sup>e</sup> photo ci-dessus), dans le nord du pays, et n'était surtout encore qu'un demandeur de protection internationale. Sauf que près de trois ans et demi après, Rami est parvenu à surmonter tous les obstacles qui se sont présentés en travers de son chemin, avant de créer sa propre start-up dans le domaine des technologies financières, ou fintech (lire en page 3), qu'il dirige depuis la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT). Retour sur une migration forcée et douloureuse, mais qui a connu une issue heureuse.

## Migration à travers dix pays

Le Quotidien avait publié son histoire le jour même où Rami était convoqué pour la seconde fois au service des réfugiés de la direction de l'Immigration du ministère des Affaires étrangères, le 22 septembre 2015. En effet, il était arrivé deux semaines auparavant sur le sol luxembourgeois, après avoir demandé l'asile au Luxembourg et après avoir été auditionné une première fois le 8 septembre 2015.

Persécuté puis menacé de mort dans son pays par la police se-

crète du président syrien, Bachar al-Assad (milice des chabiha), Rami avait entrepris un long, très long voyage, qui lui avait fait traverser pas moins de dix pays : Jordanie, Égypte, Liban, Turquie, Grèce, Macédoine, Serbie, Hongrie, Autriche et Allemagne, avant d'arriver enfin au Luxembourg. «J'ai fui le cauchemar de la Syrie», relatait-il à l'époque.

## Rami avait osé exprimer ses opinions

Cette fuite, Rami y a été forcé. En effet, l'enfant de Damas (capitale de la Syrie) avait voulu alerter l'opinion publique sur la gestion des finances publiques du régime de Bachar al-Assad. Et cela n'avait pas forcément plu au président syrien. Car Rami avait créé en 2009 un site internet d'informations éconfinancières. Un blog y avait été intégré et il avait rapidement attiré des milliers de followers. «Environ 300 000 personnes échangeaient sur mon blog», expliquait-il en 2015. Lui-même y exprimait des opinions personnelles sur la gestion par le pouvoir des comptes publics. Un jour, Rami franchira la ligne rouge qui limite la «liberté d'expression» syrienne : il poste un message sur son blog qui décrit «la chute inexorable de la monnaie syrienne, la livre, si le régime d'al-Assad continue» sur la voie suivie à cette époque. Il s'en suivra une perquisition à son domicile, ainsi que des menaces récurrentes. Il n'en faudra pas davantage pour que Rami prenne conscience du danger et décide de prendre la direction de la Jordanie, en taxi.

## Un périple semé d'embûches

Pensant que le plus dur est fait, Rami est alors loin de s'imaginer ce qui l'attend. Entre la nouvelle selon laquelle sa mère a été arrêtée par la milice d'al-Assad (et qu'il ne reverra plus jamais) et la traversée, de nuit, de la mer Égée (entre la Turquie et la Grèce) sur un canot pneumatique, sa migration forcée sera émaillée d'obstacles (récit non exhaustif) : il sera contraint, entre autres, de payer des passeurs à deux reprises : 1 200 dollars pour le passage dans l'espace Schengen lors de ladite traversée de la mer Égée, puis 1 300 euros, afin de pouvoir franchir le «mur» antimigrants hongrois, Viktor Orban. Le passage de la frontière serbo-hongroise s'était d'ailleurs avéré particulièrement périlleux, Rami ayant dû se cacher de longues heures dans les bois, afin d'échapper à la police magyare. Le 8 septembre 2015, date de son arrivée au Luxembourg, sonnera la fin de son calvaire.

## Le Luxembourg, sa nouvelle terre d'accueil

De l'eau a coulé sous les ponts depuis lors. Près de trois ans et demi après avoir foulé pour la première fois le sol luxembourgeois, Le Quotidien vient de rencontrer Rami dans les locaux de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), située rue du Laboratoire à Luxembourg, car Rami est entretemps devenu créateur d'entreprise dans les fintech à force d'une abnégation et d'un courage extraordinaires. Un sacré exemple!



La une du Quotidien du 23 septembre 2015 évoquait l'histoire de Rami.



# «Ma nouvelle vie au Luxembourg»

Près de trois ans et demi après sa demande d'asile au Luxembourg, le réfugié syrien Rami Alattar a créé sa start-up qu'il développe au sein de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT).



Photos : tania feller

Rami Alattar (à g.) et l'un des cofondateurs syriens de la start-up «yapip», Saleem Najjar, posant la semaine dernière à la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT).

**Coup de projecteur sur un réfugié au destin hors du commun et qui contribue au processus de digitalisation au Grand-Duché.**

*Entretien avec notre journaliste Claude Damiani*

On vous avait quitté en septembre 2015 alors que vous aviez posé une demande d'asile et que vous étiez logé dans un chalet du camping de Bourscheid, dans le nord du pays. Et l'on vous retrouve fin février 2019, soit près de trois ans et demi plus tard, chef d'entreprise au sein de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT). Quels ont été les faits marquants de ce changement radical de vie?

Rami Alattar : Ma demande d'asile a été acceptée et j'ai obtenu le statut de réfugié le 29 avril 2016. J'ai donc

pu quitter le camping de Bourscheid avant de me mettre à la recherche d'un logement. Les démarches administratives furent très compliquées, car sans contrat de travail et donc sans fiches de salaire, sans parler des mois de garantie locative, il est compliqué de louer un studio ou une chambre. J'ai finalement réussi à trouver un logement à Esch-sur-Alzette, via une connaissance portugaise et grâce aux 1 400 euros de

**«J'ai pu profiter de la nouvelle loi sur les SARL à 1 euro»**

RMG que je touchais mensuellement. J'ai donc emménagé dans un logement en colocation, que l'on a partagé à six personnes. Je payais un loyer de 800 euros par mois.

**Vous êtes-vous alors mis en recherche d'un emploi?**

Après avoir fui la Syrie en 2012, j'avais d'abord rejoint la capitale de la Jordanie, Amman, ville dans laquelle j'ai rencontré mon futur asso-

cié, Saleem Najjar, lui aussi réfugié syrien. Saleem disposait d'un bagage universitaire en ingénierie mécanique et a appris à gérer une plateforme de commerce en ligne, avant de se former à la création d'entreprise. Nous avons dès lors, en septembre 2016, créé une société dénommée "sharqi.shop", qui avait pour objectif d'aider des réfugiés syriens, par le biais de vente d'objets artisanaux typiques syriens, fabriqués en Jordanie. Nous avons effectué des ventes dans le monde entier depuis Amman.

**Vous n'aviez, à cette époque, toujours pas d'autorisation d'établissement, dite "autorisation de commerce", au Luxembourg?**

Non, mais nous avons pu bénéficier de l'aide précieuse du service Lisko (Lëtzebuurger Integratiouns- a Sozialkohäsiounscenter), qui est un service de la Croix-Rouge luxembourgeoise, conventionné par le ministère de la Famille et de l'Intégration et qui, comme son nom l'indique, œuvre pour l'intégration et la cohésion sociale (NDLR : il a officiellement été inaugurée le 13 juin 2016 en présence de Corinne Cahen, la ministre de la Famille et de l'Intégration).

**Concrètement, comment êtes-vous parvenus à monter votre start-up au Grand-Duché?**

Eh bien, j'avais été redirigé vers un notaire et ai aussi pu profiter de l'entrée en vigueur, en janvier 2017, de la nouvelle loi sur les sociétés à responsabilité limitée simplifiée (ou "SARL-S") à 1 euro. Deux mois plus tard, j'obtenais mon autorisation d'établissement et je baptisais ma start-up du nom de "yapip SARL-S".

**Quelle a été l'étape suivante?**

J'ai emménagé dans un logement à Strassen qui a fait office de bureau durant un an. Pendant cette période, j'ai parcouru le monde (Allemagne, Russie, Grèce, Soudan...) pour donner des conférences dans

les domaines de la finance, des fintech et des marchés boursiers, à des personnes arabes, dont des réfugiés syriens, étant donné que je suis consultant à la base et que je suis très suivi sur les réseaux sociaux dans le monde arabe. J'ai également donné des cours en ligne, mais ces activités ne me permettaient que de couvrir mes frais.

**Votre objectif prioritaire était-il d'aider d'autres réfugiés syriens?**

Effectivement. J'avais - et j'ai toujours - pour ambition d'aider d'autres réfugiés syriens à s'en sortir et à devenir autonomes professionnellement, car j'estime que l'on est redevable envers les pays qui nous ont accueillis. Je suis contre la mentalité de certains réfugiés qui profitent des aides financières qu'on leur accorde, telles que le RMG au Luxembourg. Les réfugiés syriens ne doivent pas être considérés comme un fardeau pour la société!

**Qu'avez-vous fait, après cette année de conférences?**

De fil en aiguille, je m'étais mis en contact avec la House of Entrepreneurship, qui a été ouverte à Luxembourg-Kirchberg en octobre 2016 par la Chambre de commerce. J'ai ensuite loué un bureau à "The Office Luxembourg", qui est un espace de coworking à Luxembourg (situé boulevard Grande-Duchesse-Charlotte), jusqu'en novembre dernier. Je travaille depuis lors au sein du LHoFT (rue du Laboratoire à Luxembourg), dont je remercie les responsables qui ont été séduits par nos activités dans le domaine des fintech. Entretemps, mon collègue Saleem m'a rejoint au Luxembourg et nous avons réfléchi à de nouvelles idées. C'est

comme ça que nous sommes arrivés à créer une nouvelle application mobile. Quant au troisième associé syrien (évoqué plus haut), il est toujours en Jordanie (NDLR : mais espère bien rejoindre Rami et Saleem au Luxembourg pour poursuivre l'aventure).

**En quoi consiste concrètement l'application mobile que vous avez lancée?**

Il s'agit d'un software qui permet de conseiller des investisseurs dans leurs placements en Bourse et dans les devises étrangères, par rapport aux risques encourus. Le nom de notre société, "yapip", n'a pas été choisi au hasard. "Ya" signifie "bonjour" ou "salut" en arabe, tandis que "pip" veut dire "profit" ou "gain". "Yapip" peut donc être traduit dans le sens : "Montrez-moi les profits (à faire)". Je vais prochainement lancer un site internet "yapip.com".

**«J'ai trouvé une deuxième maison au Luxembourg»**

**Quel regard portez-vous aujourd'hui sur votre nouvelle vie?**

Je suis très heureux au Luxembourg et je considère ce pays comme ma deuxième maison. Je ne remercie jamais assez tous ceux qui m'ont aidé ici. Le Luxembourg m'a permis d'entamer une nouvelle vie. Je vis désormais à Belvaux avec ma femme que j'ai épousée dans la capitale du Soudan, Khartoum. Cela dit, je ne pourrai jamais oublier le passé et la guerre, car j'y ai perdu sept personnes de ma famille.

**Et sur la situation actuelle en Syrie?**

Si le pays est presque définitivement débarrassé de Daech, la situation est loin d'être stable. De plus, il faudra des années pour reconstruire le pays.



Saleem et Rami, la semaine dernière, au sein de la House of Startups.